

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Danik Salvail CPA, CGA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Carignan pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature _____ Date 5 mai 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	24
Situation financière par organismes	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	38
Analyse des charges consolidées	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil de la VILLE DE CARIGNAN

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE CARIGNAN (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE CARIGNAN au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

En novembre 2020, le professionnel en exercice signataire du rapport précédent s'est joint à la firme MPA société de comptables professionnels agréés inc. Ce professionnel en exercice indépendant avait exprimé sur ces états consolidés une opinion non modifiée en date du 3 juin 2020.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Carignan inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S-14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MPA inc.
Société de comptables professionnels agréés

1

MPA inc. Société de comptables professionnels agréés / 1Robert Arbour CPA, auditeur CA
Montréal, le 5 mai 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	15 693 200	15 994 972	15 458 656
Compensations tenant lieu de taxes	2	120 177	118 446	125 607
Quotes-parts	3			
Transferts	4	66 590	1 392 317	1 836 610
Services rendus	5	373 020	225 149	444 636
Imposition de droits	6	2 652 125	2 902 662	2 988 404
Amendes et pénalités	7	10 000	12 857	42 524
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	255 959	291 642	424 881
Autres revenus	10	1 374	343 240	290 591
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	19 172 445	21 281 285	21 611 909
Charges				
Administration générale	14	3 197 146	2 987 008	2 797 135
Sécurité publique	15	3 097 068	3 032 783	2 979 253
Transport	16	3 371 138	3 380 502	3 187 423
Hygiène du milieu	17	4 786 291	4 590 775	4 761 325
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	984 397	878 862	897 165
Loisirs et culture	20	2 155 445	2 100 255	2 228 114
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	669 104	641 826	666 202
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	18 260 589	17 612 011	17 516 617
Excédent (déficit) de l'exercice	25	911 856	3 669 274	4 095 292
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		59 448 942	55 353 650
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		59 448 942	55 353 650
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		63 118 216	59 448 942

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 064 969	6 587 022
Débiteurs (note 5)	2	5 806 169	5 767 908
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	12 871 138	12 354 930
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 320 027	1 660 844
Revenus reportés (note 12)	12	780 037	720 201
Dette à long terme (note 13)	13	24 764 635	25 297 077
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	166 336	175 819
Autres passifs (note 14)	15		
	16	28 031 035	27 853 941
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(15 159 897)	(15 499 011)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	77 724 348	74 472 177
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	26 169	26 169
Stocks de fournitures	20	200 266	175 397
Autres actifs non financiers (note 18)	21	327 330	274 210
	22	78 278 113	74 947 953
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	63 118 216	59 448 942

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	911 856	3 669 274	4 095 292
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	8 015 125)(	6 049 691)(	5 869 172)
Produit de cession	3	687	1 872	2 815
Amortissement	4	2 591 088	2 797 524	2 775 064
(Gain) perte sur cession	5	(687)	(1 872)	(2 524)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(5 424 037)	(3 252 167)	(3 093 817)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(24 869)	7 892
Variation des autres actifs non financiers	11		(53 120)	(10 046)
	12		(77 989)	(2 154)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14		(4)	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(4 512 181)	339 114	999 321
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(15 499 011)	(16 498 332)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(15 499 011)	(16 498 332)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(15 159 897)	(15 499 011)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 669 274	4 095 292
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	2 797 524	2 775 064
Autres			
▪ Révision d'estimations comptab	3	(5)	
▪ Gain sur disposition	4	(1 872)	(2 524)
	5	6 464 921	6 867 832
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(38 261)	(35 476)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	659 183	27 321
Revenus reportés	9	59 836	123 421
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(9 483)	9 254
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(24 868)	7 892
Autres actifs non financiers	13	(53 120)	(10 046)
	14	7 058 208	6 990 198
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(6 049 691)	(5 869 172)
Produit de cession	16	1 872	2 815
	17	(6 047 819)	(5 866 357)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 000 000	3 513 881
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 537 977)	(3 348 142)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	5 535	39 249
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(532 442)	204 988
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	477 947	1 328 829
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	6 587 022	5 258 193
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	6 587 022	5 258 193
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	7 064 969	6 587 022

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Carignan est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c.C-19.) Elle est dirigée par conseil composé de six conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2, S-23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

La ville de Carignan participe à la Régie de Police Richelieu-Saint-Laurent à hauteur de 4.58%

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans

Amélioration locatives : période de 10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Provenant de consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées:

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DEMERCA des salariés participants touchés;

-pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DEMERCA des salarié participants au 31 décembre 2010

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariat, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la ville et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

3. Modification de méthodes comptables

S.O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	7 064 969	6 587 022
Découvert bancaire	2 (	)(	)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	7 064 969	6 587 022
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 514 267	1 212 536
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	1 463 915	1 216 942
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 908 886	2 417 895
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	78 114	76 767
Organismes municipaux	15	154 138	175 630
Autres			
▪ Intérêts	16	65 990	81 969
▪ Mutation et divers	17	2 135 126	1 798 705
	18	5 806 169	5 767 908
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	1 822 299	2 267 752
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	1 822 299	2 267 752
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	231 904	210 346

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(166 336)	(175 819)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(166 336)	(175 819)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	156 212	164 962
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	204 657	181 851
Régimes de retraite des élus municipaux	42	426	404
	43	361 295	347 217

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**10. Emprunts temporaires**

Au 31 décembre 2020, la ville dispose de marges de crédit. Un montant de 0 \$ est utilisé au 31 décembre 2020. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel moins 0,25 %.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	1 127 607	688 031
Salaires et avantages sociaux	48	483 797	335 981
Dépôts et retenues de garantie	49	578 765	495 315
Provision pour contestations d'évaluation	50	10 000	10 000
Autres			
▪ Intérêts	51	119 858	131 517
▪	52		
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	2 320 027	1 660 844

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	96 930	30 867
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	279 596	290 792
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	362 111	388 542
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65	41 400	
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Transfert	67		10 000
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	780 037	720 201

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	3,66	2021	2025	72	24 820 100	25 325 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		440
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,68	3,90	2021	2023	78	24 657	56 894
Autres					79		
					80	24 844 757	25 382 734
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(80 122)	(85 657)
					82	24 764 635	25 297 077

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		2 539 700	16 558		2 556 258
2022	84		2 108 700	7 990		2 116 690
2023	85		2 092 000	109		2 092 109
2024	86		2 085 300			2 085 300
2025	87		2 135 000			2 135 000
2026 et plus	88		13 859 400			13 859 400
	89		24 820 100	24 657		24 844 757
Intérêts et frais accessoires	90			()		()
	91		24 820 100	24 657		24 844 757

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(13 337 598)	(13 231 259)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 (	)(	)
Autres	101 (	1 822 299)(	2 267 752)
	102	(15 159 897)	(15 499 011)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	41 899 738	718 970	(6)	42 618 714
Eaux usées	104	17 279 679			17 279 679
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	15 763 833			15 763 833
Autres					
▪ Loisirs parcs et autres	106	11 323 860	309 377		11 633 237
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	4 283 358			4 283 358
Améliorations locatives	110	51 904	1 269		53 173
Véhicules	111	1 379 567	35 307	19 787	1 395 087
Ameublement et équipement de bureau	112	1 223 604	34 093	58 152	1 199 545
Machinerie, outillage et équipement divers	113	750 511	97 691	647	847 555
Terrains	114	12 128 483		1	12 128 482
Autres	115				
	116	106 084 537	1 196 707	78 581	107 202 663
Immobilisations en cours	117	418 733	4 852 984		5 271 717
	118	106 503 270	6 049 691	78 581	112 474 380
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	14 839 838	1 050 737		15 890 575
Eaux usées	120	4 715 402	463 464		5 178 866
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	5 204 039	449 333		5 653 372
Autres					
▪ Loisirs parcs et autres	122	3 893 576	436 081		4 329 657
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	1 311 797	107 084		1 418 881
Améliorations locatives	126	50 722	282		51 004
Véhicules	127	644 858	128 317	19 786	753 389
Ameublement et équipement de bureau	128	959 673	103 974	58 152	1 005 495
Machinerie, outillage et équipement divers	129	411 188	58 252	647	468 793
Autres	130				
	131	32 031 093	2 797 524	78 585	34 750 032
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	74 472 177			77 724 348
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133	164 682	35 306	19 786	180 202
Amortissement cumulé	134	(93 879)	(33 596)	(19 786)	(107 689)
Valeur comptable nette	135	70 803			72 513

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	26 169	26 169
	139	26 169	26 169
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	26 169	26 169

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	312 853	261 232
▪ Assurance école de police	143	14 477	12 978
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	327 330	274 210

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée par des contrats de services professionnels reliés à l'exploitation pour les ouvrages d'enlèvement de la neige, d'entretien des patinoires, de services professionnels en évaluation foncière, contrat de location d'espace administratifs et d'autres contrats, échéant jusqu'en 2030, à verser une somme totale de 4 575 812 \$ durant cette période:

2021	1 995 945\$
2022	710 234\$
2023	595 179\$
2024	306 015\$
2025	180 939\$
2026	157 500\$
2027	157 500\$
2028	157 500\$
2029	157 500\$
2030	157 500\$

Consolidation Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

En vertu de divers contrats, la Régie s'est engagée pour les 3 prochains exercices pour une somme globale de 842 123\$. Pour pourvoir à ces engagements, la régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Location d'équipement: 57 622\$ en 2021, 55 649\$ en 2022 et 27 140\$ en 2023

Location d'immeuble: 350 856\$ en 2021 et 350 856\$ en 2022.

20. Droits contractuels

S.O

21. Passifs éventuels

S.O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
	148		

S.O

B) Auto-assurance

Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

La régie assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément à l'Assurance emploi pour les employés cadres.

C) Poursuites

Des poursuites d'un montant minimal de 1 000 000\$ ont été intentées contre la Ville de Carignan. La Ville croit au bien fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits juridiquement. De l'avis des conseillers juridiques, il est impossible d'évaluer avec précision le dénouement des litiges et les montants que la Ville pourrait être appelée à verser.

Au cours de l'exercice, la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ses employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées au résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La régie fait l'objet de deux réclamations totalisant 59 000\$ qui ont été intentées par deux citoyens suite à deux incidents survenus sur son territoire. Les audiences pour chacun de ces dossiers sont présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et les montants que la régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant ces poursuites sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

D) Autres**ENVIRONNEMENT**

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal.

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieur de Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues à cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'un ou l'autres des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurées avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S.O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020		Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	15 458 656	15 030 972	15 319 708			15 319 708
Compensations tenant lieu de taxes	2	125 607	120 177	118 446			118 446
Quotes-parts	3					1 599 185	
Transferts	4	682 798	66 590	1 392 317			1 392 317
Services rendus	5	444 636	373 020	225 149		104 319	225 149
Imposition de droits	6	2 988 404	2 652 125	2 902 662			2 902 662
Amendes et pénalités	7	14 049	10 000	12 857		248 166	12 857
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	408 675	255 000	291 642		7 431	291 642
Autres revenus	10	286 064		341 337		2 378	343 240
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	20 408 889	18 507 884	20 604 118		1 961 479	20 606 021
Investissement							
Taxes	13		662 228	675 264			675 264
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 153 812					
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	800					
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 154 612	662 228	675 264			675 264
	21	21 563 501	19 170 112	21 279 382		1 961 479	21 281 285
Charges							
Administration générale	22	2 544 370	2 963 262	2 747 268	134 222	105 518	2 987 008
Sécurité publique	23	3 098 935	3 205 292	3 158 479	16 932	1 816 948	3 032 783
Transport	24	2 562 473	2 792 542	2 730 764	649 738		3 380 502
Hygiène du milieu	25	3 207 732	3 233 317	3 037 182	1 553 593		4 590 775
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	897 165	984 397	878 862			878 862
Loisirs et culture	28	1 849 032	1 873 131	1 707 291	392 964		2 100 255
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	640 349	642 411	620 999		20 827	641 826
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	2 730 354	2 548 118	2 747 449	(2 747 449)		
	33	17 530 410	18 242 470	17 628 294		1 943 293	17 612 011
Excédent (déficit) de l'exercice	34	4 033 091	927 642	3 651 088		18 186	3 669 274

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019 Administration municipale	Budget 2020 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2020 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 033 091	927 642	3 651 088	18 186	3 669 274
Moins : revenus d'investissement	2 (	1 154 612)	662 228)	675 264)	)	675 264)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 878 479	265 414	2 975 824	18 186	2 994 010
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	2 730 354	2 548 118	2 747 449	50 075	2 797 524
Produit de cession	5				1 872	1 872
(Gain) perte sur cession	6				(1 872)	(1 872)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	2 730 354	2 548 118	2 747 449	50 075	2 797 524
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 504 013)	)	2 056 991)	20 186)	2 077 177)
	18	(2 504 013)		(2 056 991)	(20 186)	(2 077 177)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	2 279 423)	)	1 211 250)	)	1 211 250)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 481 788		996 731		996 731
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 142 181		1 089 964	18 324	1 108 288
Réserves financières et fonds réservés	22	(794 151)		(731 551)	(20 375)	(751 926)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(6 711)	(6 711)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(449 605)		143 894	(8 762)	135 132
	26	(223 264)	2 548 118	834 352	21 127	855 479
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 655 215	2 813 532	3 810 176	39 313	3 849 489

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019		Réalisations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 154 612	675 264		675 264
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (	101 798)(	2 606 308)(	)(	2 606 308)
Sécurité publique	3 (	)(	)(	49 020)(	49 020)
Transport	4 (	1 271 082)(	943 614)(	)(	943 614)
Hygiène du milieu	5 (	47 793)(	1 408 121)(	)(	1 408 121)
Santé et bien-être	6 (	)(	)(	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	)(	)(	)
Loisirs et culture	8 (	4 386 763)(	1 042 628)(	)(	1 042 628)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)(	)(	)
	10 (	5 807 436)(	6 000 671)(	49 020)(	6 049 691)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 (	)(	)(	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12 (	)(	)(	)(	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 489 804	2 000 000		2 000 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	2 279 423	1 211 250		1 211 250
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16			1 025	1 025
Réserves financières et fonds réservés	17	1 332 632	666 701	47 995	714 696
	18	3 612 055	1 877 951	49 020	1 926 971
	19	1 294 423	(2 122 720)		(2 122 720)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 449 035	(1 447 456)		(1 447 456)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 036 771	6 518 233	546 736
Débiteurs (note 5)	2	5 588 487	5 608 219	197 950
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4			
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6			
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	11 625 258	12 126 452	744 686
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 451 468	2 082 572	237 455
Revenus reportés (note 12)	12	720 201	780 037	
Dette à long terme (note 13)	13	25 252 234	24 739 978	24 657
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			166 336
Autres passifs (note 14)	15			
	16	27 423 903	27 602 587	428 448
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(15 798 645)	(15 476 135)	316 238
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 16)	18	74 354 198	77 607 425	116 923
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	26 169	26 169	
Stocks de fournitures	20	170 348	194 078	6 188
Autres actifs non financiers (note 18)	21	261 232	312 853	14 477
	22	74 811 947	78 140 525	137 588
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	3 623 459	5 360 458	134 169
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 245 095	1 231 574	243 962
Réserves financières et fonds réservés	25	2 883 057	3 120 358	37 851
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	) (	) (	54 422) (
Financement des investissements en cours	27	464 365	(1 684 585)	(1 684 585)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	50 797 326	54 636 585	92 266
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29			
	30	59 013 302	62 664 390	453 826
Obligations contractuelles (note 19)				
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalizations	Réalizations	Réalizations
		2020	2020	2020	2019
Rémunération	1	3 565 078	3 397 953	4 717 439	4 398 103
Charges sociales	2	755 169	638 875	981 290	931 483
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	4 978 599	4 955 635	5 166 124	5 821 505
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	498 499	516 436	517 641	511 502
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	66 590	53 222	53 222	70 372
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	77 322	51 341	70 963	84 328
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	4 011 695	3 987 650	2 028 074	1 678 219
Transferts	13	1 421 596			
Autres	14	50 167	1 189 491	1 189 491	1 116 748
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	269 637	56 720	56 720	65 331
Amortissement des immobilisations	17	2 548 118	2 747 449	2 797 524	2 775 064
Autres					
▪ Créances irrécouvrables	18		33 522	33 523	63 962
▪	19				
▪	20				
	21	18 242 470	17 628 294	17 612 011	17 516 617

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 494 627	3 736 638
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 475 536	1 490 082
Réserves financières et fonds réservés	3	3 158 209	2 948 528
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	54 422)	(61 133)
Financement des investissements en cours	5	(1 684 585)	464 365
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	54 728 851	50 870 462
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	63 118 216	59 448 942

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	5 360 458	3 623 459
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	134 169	113 179
	11	5 494 627	3 736 638

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Dette	12	1 217 777	691 588
▪ Eau et égouts	13	13 797	553 507
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 231 574	1 245 095
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Projets spéciaux	22	139 197	140 222
▪ Éventualités	23	104 765	104 765
▪	24		
	25	243 962	244 987
	26	1 475 536	1 490 082

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 114 305	830 464
Organismes contrôlés et partenariats	38	37 851	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	2 006 053	2 118 064
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	3 158 209	2 948 528
	48	3 158 209	2 948 528

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (23 867)	(26 570)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (30 555)	(34 563)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()	()
	54 (54 422)	(61 133)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres		
▪	58 ()	()
▪	59 ()	()
	60 (54 422)	(61 133)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres		
▪	66 ()	()
▪	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()	()
Autres		
▪	72 ()	()
▪	73 ()	()
	74 ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
▪	80	
	81 (54 422)	(61 133)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	713 886	583 888
Investissements à financer	83 (	2 398 471)	(119 523)
	84	(1 684 585)	464 365
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	77 724 348	74 472 177
Propriétés destinées à la revente	86	26 169	26 169
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	77 750 517	74 498 346
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	77 750 517	74 498 346
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	24 764 635)	(25 297 077)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	80 122)	(85 657)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	1 822 299	2 267 752
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	23 022 458)	(23 114 982)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	(792))	(512 902)
	100 (	23 021 666)	(23 627 884)
	101	54 728 851	50 870 462

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(175 819)	(166 565)
Charge de l'exercice	4 (	156 212)	(164 962)
Cotisations versées par l'employeur	5	165 695	155 708
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(166 336)	(175 819)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	6 014 899	5 584 972
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	6 395 030)	(5 820 298)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(380 131)	(235 326)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	213 795	59 507
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(166 336)	(175 819)
Provision pour moins-value	12 (	)	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(166 336)	(175 819)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	6 014 899	5 584 972
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	6 395 030)	(5 820 298)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	380 131)	(235 326)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	255 711	249 710
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	255 711	249 710
Cotisations salariales des employés	21 (	128 360)	(124 740)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)	()
	23	127 351	124 970
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	9 254	15 804
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	136 605	140 774
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	340 277	322 548
Rendement espéré des actifs	33 (	320 670)	(298 360)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	19 607	24 188
Charge de l'exercice	35	156 212	164 962

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	347 606	301 054
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	320 670)(	298 361)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	26 936	2 693
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(190 478)	71 564
Prestations versées au cours de l'exercice	40	211 734	179 703
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	6 246 743	5 634 218
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	142 744	138 988
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	10 078	12 002
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	12	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,48 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,48 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de la ville de Carignan

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115	204 657	181 851
Autres régimes	116		
	117	204 657	181 851

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	16	14

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	126	120
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	426	404
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	122	426	404
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	11 060 034	11 060 034	11 129 788
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4	675 264	675 264	
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	11 735 298	11 735 298	11 129 788
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	561 873	561 873	536 904
Égout	11	977 102	977 102	928 794
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	987 761	987 761	852 408
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	45 341	45 341	47 903
Service de la dette	18	1 687 597	1 687 597	1 962 859
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	4 259 674	4 259 674	4 328 868
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	4 259 674	4 259 674	4 328 868
	27	15 994 972	15 994 972	15 458 656

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
	Taxes sur la valeur foncière	28		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	29		
	Taxes d'affaires	30		
	Compensations pour les terres publiques	31		
		32		
Immeubles des réseaux				
	Santé et services sociaux	33	11 970	11 970
	Cégeps et universités	34		
	Écoles primaires et secondaires	35	103 416	102 943
		36	115 386	115 386
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
	Taxes sur la valeur foncière	37		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	38		
	Taxes d'affaires	39		
		40		
		41	115 386	115 386
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
	Taxes sur la valeur foncière	42	3 060	3 060
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	43		
	Taxes d'affaires	44		
		45	3 060	3 060
ORGANISMES MUNICIPAUX				
	Taxes sur la valeur foncière	46		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	47		
		48		
AUTRES				
	Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
	Autres	50		
		51		
		52	118 446	118 446
				125 607

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	1 027 244	1 027 244	33 203
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	182 211	182 211	93 135
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	29 907	29 907	39 366
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			2 024
Réseau de distribution de l'eau potable	69	77 127	77 127	439 978
Traitement des eaux usées	70	4 831	4 831	14 194
Réseaux d'égout	71	36 104	36 104	41 829
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	30 893	30 893	15 819
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89	4 000	4 000	3 250
Réseau d'électricité	90			
	91	1 392 317	1 392 317	682 798

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		1 153 812
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130		1 153 812

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137		
Dotation spéciale de fonctionnement	138		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		
Autres	140		
	141		
TOTAL DES TRANSFERTS	142	1 392 317	1 836 610

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations		Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2020		2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153	32 853	32 853	36 439
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	32 853	32 853	36 439
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160	40 070	40 070	40 052
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	40 070	40 070	40 052

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	72 923	76 491
		72 923	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	185		
	Évaluation	186		
	Autres	187	2 223	4 465
		188	2 223	4 465
Sécurité publique				
	Police	189		
	Sécurité incendie	190		
	Sécurité civile	191		
	Autres	192		
		193		
Transport				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	194		
	Enlèvement de la neige	195		
	Autres	196		
	Transport collectif			
	Transport en commun			
	Transport régulier	197		
	Transport adapté	198		
	Transport scolaire	199		
	Autres	200		
	Autres	201		
		202		
Hygiène du milieu				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203		
	Réseau de distribution de l'eau potable	204		
	Traitement des eaux usées	205		
	Réseaux d'égout	206		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	207		
	Matières recyclables	208		
	Autres	209		
	Cours d'eau	210		
	Protection de l'environnement	211		
	Autres	212	11 248	119 803
		213	11 248	119 803

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	214		
	Sécurité du revenu	215		
	Autres	216		
		217		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	218		
	Rénovation urbaine	219		
	Promotion et développement économique	220		
	Autres	221	31 665	32 832
		222	31 665	32 832
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	223		
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	224		
	Autres	225	107 090	211 045
		226	107 090	211 045
Réseau d'électricité				
		227		
		228	152 226	368 145
TOTAL DES SERVICES RENDUS		229	225 149	444 636

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	164 781	164 781	166 748
Droits de mutation immobilière	231	2 688 097	2 688 097	2 783 139
Droits sur les carrières et sablières	232	49 784	49 784	38 517
Autres	233			
	234	2 902 662	2 902 662	2 988 404
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	12 857	12 857	42 524
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	291 642	291 642	424 881
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		1 872	2 524
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			800
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	341 337	341 368	287 267
	247	341 337	343 240	290 591
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	l'amortissement		2020	2019	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	261 832		261 832	266 347	292 732
Greffé et application de la loi	2	576 585		576 585	576 585	471 684
Gestion financière et administrative	3	1 467 368	134 222	1 601 590	1 668 624	1 531 466
Évaluation	4	135 336		135 336	135 336	151 149
Gestion du personnel	5	33 021		33 021	66 990	45 607
Autres						
▪ Administratifs	6	273 126		273 126	273 126	304 497
▪	7					
	8	2 747 268	134 222	2 881 490	2 987 008	2 797 135
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	2 023 492		2 023 492	1 880 864	1 832 417
Sécurité incendie	10	1 026 505	16 932	1 043 437	1 043 437	1 020 666
Sécurité civile	11	108 482		108 482	108 482	126 170
Autres	12					
	13	3 158 479	16 932	3 175 411	3 032 783	2 979 253
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	699 213	649 738	1 348 951	1 348 951	1 188 748
Enlèvement de la neige	15	1 091 279		1 091 279	1 091 279	1 243 370
Éclairage des rues	16	305 031		305 031	305 031	231 788
Circulation et stationnement	17	211 358		211 358	211 358	145 005
Transport collectif						
Transport en commun	18	423 883		423 883	423 883	378 512
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 730 764	649 738	3 380 502	3 380 502	3 187 423

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	537 800	798 642	1 336 442	1 170 264	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	111 632	260 077	371 709	366 112	
Traitement des eaux usées	25	361 059	194 417	555 476	847 616	
Réseaux d'égout	26	554 409	269 048	823 457	832 478	
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	693 212		693 212	597 433	
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	186 628		186 628	(11 275)	
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	242 323		242 323	234 658	
Traitement	32					
Matériaux secs	33	74 725		74 725	65 648	
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	72 437	31 409	103 846	138 241	
Protection de l'environnement	38	202 957		202 957	520 150	
Autres	39					
	40	3 037 182	1 553 593	4 590 775	4 761 325	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	609 464	609 464	609 464	636 705
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51	269 398	269 398	269 398	260 460
	52	878 862	878 862	878 862	897 165
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	102 117	59 107	161 224	188 818
Patinoires intérieures et extérieures	54	157 758		157 758	166 521
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	1 391 236	333 857	1 725 093	1 676 048
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	10 032	10 032	10 032	130 841
Autres	59				
	60	1 661 143	392 964	2 054 107	2 162 228
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	46 148	46 148	46 148	65 886
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	46 148	46 148	46 148	65 886
	67	1 707 291	392 964	2 100 255	2 228 114

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	569 658		569 658	570 863	581 874
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				19 607	24 188
Autres	72	51 341		51 341	51 356	60 140
	73	620 999		620 999	641 826	666 202
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	2 747 449 (	2 747 449)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1		
	Usines de traitement de l'eau potable	2		
	Usines et bassins d'épuration	3	1 315 352	1 315 352
	Conduites d'égout	4		24 730
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	748 652	748 652
	Ponts, tunnels et viaducs	7		1 020 812
	Systèmes d'éclairage des rues	8		
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10	1 125 509	1 125 509
	Autres infrastructures	11		1 179 994
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13	31 035	31 035
	Édifices communautaires et récréatifs	14	7 979	26 621
	Améliorations locatives	15		24 777
	Véhicules			348
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	104 102	139 409
	Ameublement et équipement de bureau	18	26 571	34 093
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	92 769	103 923
	Terrains	20	2 548 702	97 691
	Autres	21		285 946
		22	6 000 671	2 548 702
			6 049 691	3 163 391
				5 869 172

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25	1 315 352	1 315 352	24 730
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27	1 874 161	1 874 161	2 200 806
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	2 811 158	2 860 178	3 643 636
	34	6 000 671	6 049 691	5 869 172

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	15 563 648		1 482 355	14 081 293
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	7 551 334	2 000 000	610 169	8 941 165
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	23 114 982	2 000 000	2 092 524	23 022 458
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 267 752		445 453	1 822 299
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 267 752		445 453	1 822 299
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 267 752		445 453	1 822 299
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 267 752		445 453	1 822 299
	19	25 382 734	2 000 000	2 537 977	24 844 757
Dettes en cours de refinancement	20 (				)
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	25 382 734	2 000 000	2 537 977	24 844 757

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	24 844 757
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 869 428
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 006 053
Débiteurs	9	1 822 299
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪ Solde disponible	13	1 956 751
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	20 929 082
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	
Endettement net à long terme	17	20 929 082
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	331 911
Communauté métropolitaine	19	82 401
Autres organismes	20	1 063 000
Endettement total net à long terme	21	22 406 394
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	22 406 394
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	202 954	202 954	205 153
Sécurité publique				
Police	4	2 004 917	45 341	47 903
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	388 218	388 218	343 888
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 122 163	1 122 163	820 815
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21	269 398	269 398	260 460
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	3 987 650	2 028 074	1 678 219

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 978 471	5 739 840
Frais de financement	4	22 200	67 596
Autres	5		
	6	6 000 671	5 807 436

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	11,69	35,00	22 078,00	1 182 549	208 450	1 390 999
Professionnels	2						
Cols blancs	3	24,03	35,00	43 361,00	1 208 958	243 324	1 452 282
Cols bleus	4	12,54	40,00	24 347,00	790 784	172 557	963 341
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	48,26		89 786,00	3 182 291	624 331	3 806 622
Élus	9	7,00			215 662	14 544	230 206
	10	55,26			3 397 953	638 875	4 036 828

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	77 127				77 127
Traitement des eaux usées	14	4 831				4 831
Réseaux d'égout	15	36 104				36 104
Autres	16	995 227			279 028	1 274 255
	17	1 113 289			279 028	1 392 317

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	3 108	3 559
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	3 108	3 559
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	160 734	193 822
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	160 734	193 822
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	63 254	78 419
Réseau de distribution de l'eau potable	17	177 496	192 882
Traitement des eaux usées	18	81 148	99 003
Réseaux d'égout	19	60 412	71 124
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	382 310	441 428
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	74 847	1 540
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	74 847	1 540
Réseau d'électricité	40		
	41	620 999	640 349

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Patrick Marques	Maire	49 039	17 044	8 666	
Daniel St-Jean	Conseiller	16 455	8 228	71	36
Anne Poussard	Conseiller	16 299	8 150		
Diane Morneau	Conseiller	18 340	9 170		
Edith Labrosse	Conseiller	16 300	8 150		
Frederic Martineau	Conseiller	16 533	8 267		
Stéphanie Lefebvre	Conseiller	16 300	8 150		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?

1 2 478 100 \$

2 ☐ 3 ☒ 4 ☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

5 ☒ 6 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020

7 38 588 \$

4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

8 ☒ 9 ☐

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

10 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

11 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

12 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

13 _____ \$

Ligne 12 : Placements de portefeuille

14 _____ \$

Ligne 13 : Débiteurs

15 _____ \$

Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

16 _____ \$

Ligne 15 : Provision pour moins-value

17 _____ \$

Ligne 18 : Créanciers et charges à payer

18 _____ \$

Ligne 19 : Revenus reportés

19 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.

20 ☐ 21 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020

22 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

23 ☒ 24 ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020

25 899 552 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

26 ☐ 27 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020

28 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

29 ☐ 30 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020

31 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

32 ☒ 33 ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

34 ☐ 35 ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36 ☐ 37 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020

38 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

39 ☐ 40 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020

41 _____ \$

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

42 ☐ 43 ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

44 _____ \$

- b) autres formes d'aide

45 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 _____ \$

Facteur comparatif de 2020

47 _____

Valeur uniformisée

48 _____ \$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

50 _____ \$

▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

51 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

52 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

53 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

54 _____

b) Date d'adoption de la résolution

55 _____

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

56 ☒ 57 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

58 _____ 00-11-394

b) Date d'adoption de la résolution

59 _____ 2000-11-07

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

60 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

61 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

62 _____

d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :

63 _____

Indiquer la race de chien

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

▪ a causé sa mort

64 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 ☐ 70 ☐

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel

Au trésorier de la VILLE DE CARIGNAN,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE CARIGNAN (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

En novembre 2020, le professionnel en exercice signataire du rapport précédent s'est joint à la firme MPA société de comptables professionnels agréés inc. Ce professionnel en exercice indépendant avait exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 3 juin 2020.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MPA inc.
Société de comptables professionnels agréés

MPA inc. société de comptables professionnels agréés / 1Robert Arbour CPA, auditeur CA
Montréal le 5 mai 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	15 994 972
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	560 168
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	45 341
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>15 389 463</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 846 144 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 879 931 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 863 037 900</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>0,8260 / 100 \$</u>
--	----	-------------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒ 2 ☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 ☒ 4 ☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 ☐ 6 ☒

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 ☐ 8 ☒

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 ☐ 10 ☐ 11 ☒

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 ☐ 13 ☐ 14 ☒

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 ☐ 16 ☐ 17 ☒

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 ☐ 19 ☐ 20 ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 ☐ 22 ☐

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	10 984 297
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	673 653
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	11 657 950

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	607 934
Égout	11	1 012 419
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 104 244
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	50 000
Service de la dette	18	1 646 629
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 421 226
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 421 226
	27	16 079 176

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	12 887
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	102 758
	9	115 645

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	115 645

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	4 907
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	4 907

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	120 552

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 714 536 860 x	0,5570 /100 \$	9 549 970				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	11 126 000 x	0,5570 /100 \$	61 972				
Immeubles non résidentiels	4	63 290 740 x	1,4440 /100 \$	913 918				
Immeubles industriels	5		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7		x /100 \$					
Immeubles agricoles	8	82 304 600 x	0,5570 /100 \$	458 437				
Total	9			10 984 297	()	()		10 984 297
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19		x /100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	22		x /100 \$					
Immeubles industriels	23		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Autres	25		x /100 \$					
Immeubles agricoles	26		x /100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	1 871 258 200	x 0,0360 /100 \$	673 653				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	31		x /100 \$					
Immeubles industriels	32		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33		x /100 \$					
Autres	34		x /100 \$					
Immeubles agricoles	35		x /100 \$					
Total	36			673 653	()	()		673 653
Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37		x %		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	158,00 \$
Égout	2	292,00 \$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	200,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
organique	46,0000	7 - autres (préciser)	À l'unité
Eau-Ste-Thérèse	177,0000	7 - autres (préciser)	À l'unité
Eau-Carignan sur le golf	290,0000	7 - autres (préciser)	À l'unité
Égoût- Ste-Thérèse	95,0000	7 - autres (préciser)	À l'unité
Égoût-Carignan sur le golf	258,0000	7 - autres (préciser)	À l'unité
Amélioration locale Min-unité	3,0400	7 - autres (préciser)	À l'unité
Amélioration locale Max-unité	1 317,9800	7 - autres (préciser)	À l'unité
Amélioration locale Min-mètre linéaire	3,7700	3 - du mètre linéaire	
Amélioration locale Max-mètre linéaire	115,2900	3 - du mètre linéaire	
Amélioration locale Min-mètre carré	0,0149	2 - du mètre carré	
Amélioration locale Max-mètre carré	2,5800	2 - du mètre carré	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	16 079 176
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	561 389
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	50 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>15 467 787</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 871 258 200

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021
 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 0,8266 / 100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	936 703				65 977	454 177
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	7 965				10 966	
Autres	5	13 180				18 145	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	957 848				95 088	454 177

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	9 793 076	33 889	374 128	11 657 950
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	1 627 698			1 646 629
Autres	5	2 693 272			2 724 597
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	14 114 046	33 889	374 128	16 029 176

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI NON S.O.**

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?
 - a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM
 - Pour la taxe foncière générale 1 ☒ 2 ☐
 - Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV 3 ☐ 4 ☒ 5 ☐
 - b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM
 - Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. 6 ☐ 7 ☒ 8 ☐
 - c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM
 - Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. 9 ☐ 10 ☒ 11 ☐
 - d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM
 - Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables 12 ☐ 13 ☒ 14 ☐
 - Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) 15 ☐ 16 ☒ 17 ☐
 - Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels 18 ☐ 19 ☒ 20 ☐
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)? 21 ☐ 22 ☒
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées? 23 ☒ 24 ☐
 Si oui, indiquer le montant. 25 375 260 \$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) 26 \$
5. Date d'adoption du budget par le conseil 27 2020-12-09
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) 28 19 789 418 \$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget 29 2 083 919 \$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget 30 578 256 \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget 31 248 876 \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Danik Salvail CPA, CGA, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Carignan pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 5 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Carignan.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Carignan consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Carignan détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-04-21 17:07:32

Date de transmission au Ministère :